

hôpital

Pour une gestion responsable de l'hôpital

Les rapports du Sénat, Alain Vasselle et Bernard Cazeau rapporteurs, n° 403, session ordinaire de 2007-2008, annexe au procès-verbal de la séance du 18 juin 2008, 5 euros.

À la veille de l'examen du projet de loi « Santé, patients, territoires », un rapport d'information, fait au nom de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale (Mecss) de la Commission des affaires sociales du Sénat, dresse un état de la situation actuelle de l'hôpital qui, placé au cœur de la politique sanitaire, est un élément incontournable des évolutions en cours. Les constats faits par les rapporteurs de la commission, quoique sévères, se veulent objectifs et constructifs pour mettre en exergue certains aspects essentiels pour réformer l'hôpital (fixation des tarifs, équilibre financier des établissements, emploi hospitalier) et lui permettre de continuer à progresser posi-

tivement, tout en continuant à garantir et préserver la santé des patients.

environnement et sécurité nucléaire

Rapport de l'Autorité de sûreté nucléaire sur l'état de la sûreté nucléaire et de la radioprotection en France en 2007

Autorité de sûreté nucléaire, mars 2008, 508 pages.

Ce rapport, prévu par la loi du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sûreté en matière nucléaire, a été présenté le 8 avril dernier par les membres du collège de l'ASN aux parlementaires de l'OPECST. La mission de l'ASN est de protéger les travailleurs, les patients, le public et l'environnement des risques liés aux activités nucléaires et de contribuer à l'information des citoyens. Les 16 chapitres de ce rapport ayant trait à la sûreté nucléaire et à la radioprotection (rayonnements

ionisants, contrôle de la sûreté nucléaire, protection de l'environnement, information du public et transparence, relations internationales, installations nucléaires, déchets radioactifs...) rappellent les principales réglementations qui y sont afférentes, les contrôles, les risques, la gestion..., informent sur l'état actuel des recherches et sur l'activité en cours et à venir dans un contexte de prévention.

environnement et sécurité nucléaire

Les retombées radioactives de l'accident de Tchernobyl sur le territoire français : conséquences environnementales et exposition des personnes

Philippe Renaud, Didier Champion, Jean Brenot

Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN), Éditions Tec et Doc, décembre 2007, 190 pages.

Cet ouvrage dresse, plus de vingt ans après la catastrophe

nucléaire de Tchernobyl, une synthèse des connaissances acquises sur la contamination radioactive du territoire français. Les trois premiers chapitres de l'ouvrage décrivent successivement les conséquences environnementales et sanitaires qu'a connues la France : la dispersion de la contamination radioactive dans l'air et les retombées au sol, les transferts des radionucléides dans la chaîne alimentaire, les doses reçues par la population française et le risque sanitaire associé. Bien que la contamination du territoire ait été globalement modérée, avec toutefois de fortes disparités géographiques, les questions correspondantes soulèvent toujours des débats polémiques. Aussi le dernier et quatrième chapitre portent sur les enseignements tirés en France sur la gestion des crises nucléaires depuis l'accident de Tchernobyl et sur les mesures les plus appropriées à prendre en cas d'un nouvel accident : détection précoce, dispositif d'alerte, mesures d'évaluation des doses reçues, prévention d'ingestion d'aliments contaminés...



santé et travail

Santé au travail : quels nouveaux chantiers pour les sciences humaines et sociales ?

MSH Alpes et CNRS, *Cahiers risques collectifs et situations de crise*, n° 9, juin 2008, 266 pages.

Les 6 et 7 février 2008 ont été organisées à Strasbourg deux journées d'échanges scientifiques consacrées à la santé au travail. Ces échanges ont été rassemblés dans la collection des *Cahiers risques collectifs et situations de crise* et ont pour objectifs de dresser un bilan des recherches par thématiques, de questionner les avancées des travaux en cours et de réfléchir à des nouvelles perspectives de travail. L'ensemble des contributions ont été structurées autour de trois grands axes : les formes de l'action publique dans le secteur de la santé au travail, la production des connaissances de l'expertise en santé travail, la façon de qualifier et de négocier la santé au travail dans l'entreprise et au sein des espaces de débat public.

éthique

Corps soignant/corps soigné : vers une refonte de l'éthique ?

Sous la direction d'Anne-Marie Begué-Simon
Publibook, *Colloques et revues, série Sciences humaines et sociales*, juillet 2008, 165 pages, 23 euros.

Du 10 au 12 juillet 2006, les facultés de médecine Paris-Rennes-Strasbourg ont réalisé des Journées interuniversitaires à partir du procès des grands criminels de guerre et du procès des médecins nazis de Nuremberg 1946-2006. Ces rencontres, qui réunissaient des médecins mais aussi des magistrats, des sociologues, des psychanalystes et des philosophes, responsables de formations dans le champ de la santé et représentants d'usagers, ont permis et suscité une réflexion sur les liens entre les pratiques médicales ou sociales. De nombreuses questions éthiques ont été soulevées pour en dégager une pédagogie pour les étudiants des secteurs médical et médico-social dans la pratique des soins

et les devoirs envers les patients. En particulier, le développement depuis une vingtaine d'années de nouvelles technologies (procréation assistée, clonage, manipulations génétiques, acharnement thérapeutique) a soulevé un intérêt grandissant envers les questions de la bioéthique et les règles juridiques s'y associant, dans le but de protéger les personnes dans le cadre de la recherche sur le corps humain et sur la génétique.

démographie médicale

La démographie médicale. Étude de législation comparée

Sénat, *Étude de législation comparée, La démographie médicale*, n° 185, mai 2008, 44 pages, 3,50 euros.

Le Service des études juridiques du Sénat a publié une étude de législation comparée sur la démographie médicale, qui permet d'analyser tour à tour sept pays européens : l'Allemagne, l'Angleterre, l'Autriche, la Belgique, l'Espagne,

les Pays-Bas et la Suisse, ainsi que le Québec dont la géographie accentue les difficultés. Pour chacun de ces pays, deux points ont été analysés : le dispositif qui fixe le nombre de médecins généralistes et spécialistes, et les mesures prises pour améliorer la répartition géographique des médecins sur le territoire. L'étude montre que si le *numerus clausus* limite l'accès aux études de médecine, il n'est pas toujours déterminé en fonction des besoins futurs (en Allemagne, le nombre des étudiants en médecine est fixé par les Länder : il dépend des places offertes dans les universités et non d'une estimation des besoins futurs). On constate qu'aucun des dispositifs mis en place pour améliorer la répartition géographique n'a permis de résoudre la totalité des problèmes, et certains pays envisagent de modifier le leur.

http://www.senat.fr/lc/lc185/lc185_mono.html

